
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXI.

Du Samedi 31 Octobre 1789.



Nous avons annoncé dans le N^o. CXVII. la déclaration de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse, du 16 octobre 1789, que M. Lanjuinais avoit lue à l'Assemblée nationale; & n'est que dans ce moment que nous pouvons consigner ici cette pièce vraiment étonnante; 1^o. en ce que la noblesse y prend la qualification d'ordre, quoique la distinction des ordres ait cessé au moment où l'Assemblée nationale s'est constituée sous ce titre, & que cette distinction ait été ensuite expressément abolie; 2^o. en ce qu'elle affecte de désigner les communes par l'ancien mot pros crit de tiers-état; 3^o en ce qu'elle se dit assemblée en vertu des ordres du roi, en partant sans doute, d'ordres antérieurs à l'ouverture de l'Assemblée nationale; 4^o. en ce que les termes d'*attentats commis contre la personne du roi*, prouvent que la noblesse de Toulouse, égarée par des faux bruits, n'a pas connu à cette époque l'histoire exacte de la translation volontaire du roi dans la ville de Paris; 5^o. en ce que cette noblesse a omis dans le nombre de ses sacrifices, celui des droits féodaux, quoique solennellement décrété dans la nuit du 4 août; 6^o. en ce qu'elle paroît résolue à *s'opposer fortement* à l'abolition des droits & franchises de Languedoc & des villes qu'il renferme, comme si elle ignoroit le décret solennel qui a détruit tous les privilèges locaux; 7^o. enfin, en ce qu'elle annonce l'*opposi-*

Tom. IV,

fit la plus formelle à la division du royaume en général ; & de la province du Languedoc en particulier , quoique rien ne soit plus indifférent qu'une nouvelle division du royaume après l'abolition des privilèges des provinces. Voici la copie exacte de cette déclaration :

L'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse assemblé en vertu des ordres du roi , & de la délibération du 25 du mois dernier ; profondément touché des malheurs de l'état , & de la nouvelle funeste des attentats commis contre la personne du roi , n'a pas cru dans ce moment qu'il lui fût permis de s'occuper d'aucun autre objet , avant d'avoir de nouveau cherché à se réunir avec les autres ordres , pour prendre ensemble un parti ferme & prudent , qui tende à rétablir à la fois le calme dans la monarchie , & le respect dû au monarque le plus chéri & le plus malheureux.

Mais comme il est certain que toute espèce de division ou de méfiance entre les ordres , nuirait à ce grand ensemble , qui seul peut ramener la paix ; & que l'ordre de la noblesse , calomnié dans ses démarches & ses intentions , ne peut douter que des émissaires foudoyés n'emploient journellement les moyens les plus insidieux pour le rendre suspect à tous les citoyens , l'assemblée desirant , préalablement à toute discussion , démentir publiquement ces imputations offensantes , a unanimement arrêté de rendre publique une déclaration de ses sentimens & de ses principes ; dictée par l'équité & confirmée par l'honneur , elle doit éloigner pour jamais jusqu'à l'ombre de la méfiance.

L'ordre de la noblesse déclare donc sur son honneur , qu'il renouvelle à tous les citoyens sa renonciation expresse à tout privilège pécuniaire.

Qu'il consent à soumettre tous ses biens à l'égale répartition de l'impôt & des charges publiques.

Qu'il verra avec la plus grande satisfaction les citoyens de toutes les classes , admis aux emplois ecclésiastiques , civils & militaires.

Rénis sur des points que l'on supposoit faussement être

le motif caché des démarches de la noblesse, les autres ne peuvent présenter même le prétexte de la division.

L'objet le plus important sans doute, est de mettre tout en usage pour rendre à la religion son utile influence, aux loix leur force & leur activité, au monarque enfin son autorité légitime, osons le dire, sa liberté. Pour cet objet sacré, il n'existe point de distinction d'états, c'est notre père commun, & tous les bons Français sont frères.

Dans le nombre des points à traiter de concert, il faut compter *l'opposition la plus formelle à la division géographique du royaume en général, & de la province de Languedoc en particulier.*

En persistant à demander au roi une nouvelle organisation pour les états de cette province, il est important d'éviter le piège tendu par les ennemis du bien public.

En conservant le Languedoc dans son intégrité, il faut aussi *s'opposer fortement à l'abolition des droits & franchises de cette province, & des villes qu'elle renferme.*

Tels sont en partie les motifs qui doivent hâter la réunion désirée d'une grande famille, dont tous les membres, trop long-temps divisés, pour s'aimer, n'ont qu'à se voir pour s'unir, n'ont qu'à s'entendre.

ARRÊTÉ de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse, du même jour 16 octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE a nommé quatre commissaires, à l'effet de communiquer à l'ordre du clergé la déclaration ci-dessus.

Elle a envoyé un pareil nombre de députés à MM. les officiers municipaux, pour leur faire part de la même déclaration, & leur demander une assemblée de l'ordre du tiers-état, dans la forme qu'ils jugeront la plus convenable.

Collationné sur le procès-verbal, & certifié véritable.

Signé DE LATRESNE, Secrétaire.

Séance d'hier.

La noblesse du Bourbonnois vient de donner un exemple bien autrement conforme aux principes de la constitution. M. le comte de Traci, député du bailliage de Moulins, a pris la parole pour annoncer que la députation de ce

bailliage se voyoit privée d'un député noble, absent pour cause de maladie; il a proposé à l'assemblée d'admettre à la place de ce député noble, [un] député suppléant des communes. C'étoit se conformer au décret du 15 octobre; & l'exécution du principe, dont la noblesse du Bourbonnois aura l'honneur de donner le premier exemple, a été très-applaudi.

L'assemblée a reçu, à la place du membre absent, le suppléant des communes.

C'est un spectacle bien intéressant pour un observateur politique & philosophe, de voir les vicissitudes de la fortune du clergé français; de voir l'opinion l'enrichir & le dépouiller tour-à-tour sous chaque race de nos rois; si sous la première de ces dynasties, la piété fonde & dote les églises, l'esprit militaire les livre bientôt aux gens de guerre qui les partagent à leurs enfans. Si la bienfaisance des rois de la seconde race fait au clergé des libéralités immenses, les Normands viennent & dépouillent l'église opulente. Si les opinions répandues sous la troisième race, excitent la prodigalité des peuples & des rois, la politique & le déficit se réunissent à la fin du dix-huitième siècle, pour faire servir les richesses ecclésiastiques au salut de l'état.

Quelques publicistes, il est vrai, ont regardé les biens affectés aux églises comme des propriétés sacrées; ils ont célébré ce principe comme un moyen convenable dans une monarchie absolue. Où en ferions-nous, en effet, si nous n'avions pu opposer au despotisme cette image de la propriété, qui est toujours une barrière utile quand il n'y en a point d'autre? lorsque nous n'avions plus que des loix royales ou des réglemens ministériels; lorsqu'un système déprédateur dévorait nos finances, & menaçait les possessions des particuliers, il falloit bien revêtir des titres les plus respectables toutes les possessions utiles, car le mal même qui limite le despotisme est un bien; mais ces loix convenables, ces principes inventés contre le pouvoir absolu, s'évanouissent devant les nations qui ne peuvent jamais être accusées de

despotisme , parce qu'elles sont censées ne vouloir jamais se nuire à elles-mêmes , & que la volonté générale ne peut jamais être qualifiée de ce mauvais nom ; le despotisme n'a que des périodes ; les nations , comme les bons principes , ne meurent jamais : aussi les vrais publicistes conviennent qu'il n'y a de propriété véritable & caractérisée que pour des particuliers , dont la collection forme la société politique : quand il s'agit d'eux , il faut suivre à la rigueur la loi civile , qui est le palladium de la propriété ; mais si le souverain , c'est-à-dire , la nation , veut changer la forme des jouissances d'un corps moral de l'état , s'il veut empêcher la ruine de l'empire par des aliénations générales , alors il faut décider par la loi politique , & non par la loi civile ; il ne faut jamais perdre de vue que les propriétés des corps sont des créations sociales , des propriétés fictives , & non des véritables propriétés comme celles des particuliers ; les propriétés des corps moraux reposent sur la loi politique ; les propriétés des individus reposent sur la loi civile.

On va voir si ces vérités sont déplacées à la tête d'une discussion qui a été ouverte pour la troisième fois sur la fameuse question des propriétés ecclésiastiques.

M. le Brun a pris le premier la parole ; il a soutenu que les biens ecclésiastiques n'appartenoient ni à la nation , ni au clergé. Quel est donc le propriétaire ? Selon lui , ce sont les églises ; les dépouiller , ce seroit donc violer la propriété. M. le Brun a donné ensuite beaucoup de développement aux grandes réformes qui pourroient être exécutées sur les biens ecclésiastiques , soit pour les rappeler à leur véritable destination , soit pour faire une répartition plus exacte de leurs revenus. On sent bien qu'en faisant une nouvelle distribution , l'auteur du projet voroit convenablement les hôpitaux , les séminaires , les collèges , & autres établissemens utiles ; mais ce n'étoit là que des plans de réforme , & c'est d'une régénération qu'il s'agit.

M. le vicomte de Mirabeau ne vouloit point examiner la question sous le rapport du juste & de l'injuste ; & il croyoit

que c'étoit un piège que d'avoir séparé le principe de ses conséquences & de son application ; il ne croyoit pas nécessaire que la génération actuelle acquittât la dette publique , fruit du faste & des dissipations de Louis XIV , & des règnes suivans. « Cette aliénation , disoit-il , est contre les règles d'une bonne politique ; elle ruinera les provinces , détruira l'agriculture , arrêtera la circulation , & fera passer des propriétés immenses dans les mains des capitalistes , dont les uns ne résident pas en France , & les autres ne vont jamais dans les provinces. Ces biens étant aliénés , il restera des charges plus fortes , & l'état sera privé d'un gage assuré dans les temps difficiles & malheureux. »

On auroit pu répondre à M. le vicomte , que quand les assemblées provinciales seront bien organisées , ce qui n'est pas éoigné , l'état n'aura besoin , dans les guerres les plus désastreuses , d'autre caution que les provinces même ; l'expérience ne nous a-t-elle pas appris que c'est là la ressource la plus sûre & la plus abondante que l'état puisse avoir pour les besoins de la guerre , comme pour tous les cas imprévus. Mais revenons au discours de M. le vicomte de Mirabeau.

« Quels sont les acquéreurs des biens ecclésiastiques , disoit-il ? Les porteurs des effets royaux aussi excessivement multipliés , les Parisiens , les Hollandois , les Genevois , les Impériaux , qui , devenus propriétaires , laisseront les provinces sans circulation. Voyez au contraire la résidence des corps ecclésiastiques , les aumônes abondantes , les fermages modérés ; si vous aliénez , une misère affreuse succédera à l'aisance , des monastères consacrés au culte , remplacés par des ruines & des décombres ; le voyageur étonné demandera si des Gots & des Vendales ont passé dans ces contrées. »

On sent bien que ces images forcées conviendroient mieux aux horreurs destructrices du régime féodal , qu'aux avantages inappréciables de la liberté. Qui ignore que les grandes masses de propriétés sont des inégalités contraires au bien de la société , & que l'agriculture ne peut que s'enrichir de la grande division des propriétés.

M. le vicomte de Mirabeau, après avoir soutenu que les charges indispensables seroient plus considérables à l'avenir, & que le produit des biens ecclésiastiques est inférieur aux frais du culte, a opposé l'exemple récent de l'empereur dans les pays-bas Autrichiens, qui, depuis la suppression des monastères, ne présente, disoit-il, qu'un tableau malheureux de la désolation & de l'indigence.

Il a proposé ensuite que la motion de M. l'évêque d'Autun fut rejetée; que les différentes vues sur les biens du clergé fussent mises sous les yeux de l'assemblée par le comité ecclésiastique, & qu'il soit fait un examen de la nécessité de la suppression de quelques maisons religieuses, dont les biens pourroient servir à la dotation des établissemens utiles.

« Il faut traiter cette question avec une religieuse lenteur & une scrupuleuse sagesse, disoit M. le comte de Mirabeau, son frère; il faut la traiter sous les rapports les plus étendus; cependant M. de Mirabeau s'est borné à la traiter sous le simple rapport des fondations, & ce n'est pas peut-être le rapport le plus heureux ou le plus évident pour l'aliénation projetée.

» Il y a trois espèces de fondations, disoit-il, qui ont formé la masse des biens ecclésiastiques; les rois, les aggregations ou corps politiques & les simples particuliers. Les rois, en donnant à l'église des domaines de l'état, se sont acquittés d'un grand devoir, & comme ils ne sont que l'organe des peuples, ils n'ont voulu pourvoir, par ces fondations, qu'à une dépense publique; il en est de même des fondations faites par les corps politiques & par les particuliers; elles forment une propriété de l'état par la consécration publique qui en a été faite. »

M. de Mirabeau a été entraîné à discuter la question de la propriété. Il disoit que le clergé n'est pas même usufructier, mais dispensateur; que le bénéficiaire n'avoit droit qu'à sa subsistance, que le clergé n'avoit pu acquérir des biens qu'à la décharge de l'état; il a prouvé ensuite que ce système tendoit à un grand bien, en dépouillant le

gouvernement de la nomination des bénéfices, qui n'étoit qu'un moyen de corruption dans ses mains ; que l'humanité réclamoit que la nation s'assurât de la subsistance des pauvres ; que la morale s'opposoit au luxe des ecclésiastiques opulens, & que les officiers du culte, dans les autres pays, n'étoient pas moins considérés, quoiqu'ils ne fussent pas propriétaires. Je n'ai point demandé, ajoutoit-il, que les dettes de l'état fussent payées par les biens du clergé ; je n'ai pas dit de substituer les mains infidelles du fisc aux mains pures du clergé ; j'ai dit seulement qu'il doit être de principe que toute nation doit être propriétaire des biens du clergé ; qu'il falloit consacrer ce principe, & non agiter un plan de finance. L'établissement de ce principe fera une base féconde du crédit à cause de la propriété nationale qui en fera le résultat ; ce sera au clergé à donner à la nation de grandes lumières sur l'objet de l'emploi de ses biens.

M. l'abbé Mauri soutenu, disoit-il, par le sentiment de ses devoirs, a fait un long discours, par lequel il a répondu à la motion de M. Thouret ; mais on ne peut dire qu'il l'ait réfutée. Il a employé, pour défendre les biens du clergé, toutes les petites ruses de l'art oratoire. Il a d'abord reproché une sorte de plagiat à M. Thouret & à M. de Mirabeau, comme si les principes de la raison & de la justice, développés par M. Turgot ou dans l'encyclopédie, n'appartenoit pas à tous ceux que le sort a appelés à en faire un usage public.

Après avoir mis à contribution, selon son usage, l'histoire de César & les capitulaires de Charlemagne ; il a réchauffé cette doctrine par quelques traits un peu violens contre la puissance législative, mais des murmures très-forts l'ont arrêté plusieurs fois. Son discours est trop long pour pouvoir en donner un extrait dans ce moment ; nous le joindrons demain avec celui de M. Thouret, qui l'a très-bien réfuté sur cette grande question, dont les débats seront continués aujourd'hui.

L'heure à laquelle on traite des affaires urgentes étant

venue , M. Fermond a apporté une affaire concernant la ville de Nevers. Un homme, chargé par la commune de veiller à la vente des grains, a été accusé par le peuple d'un abus énorme de confiance. Ce particulier accusé a été mis sous la protection de la garde nationale en attendant qu'il soit jugé ; mais comme l'on craignoit les excès du peuple, le comité proposoit de faire transférer l'accusé au châtelet de Paris pour y être jugé. M. de Serent faisoit valoir la tranquillité dont le peuple de Nevers avoit donné l'exemple, en apprenant que l'accusé alloit être jugé suivant les loix ; mais il pensoit que, commettre dans ce moment un abus de confiance dans la vente des subsistances du peuple, on pouvoit regarder ce fait comme un délit de lèse-nation.

« Il ne faut pas prodiguer ce titre d'accusation, disoit M. Garat aîné ; ce n'est-là qu'un vol, & les tribunaux ordinaires sont compétens ; il suffit donc de renvoyer au pouvoir exécutif, qui donnera les ordres nécessaires pour faire juger cet accusé.

M. Malais a appuyé cet amendement, & l'on est allé aux voix pour l'adopter.

M. le marquis de Rostaing a dénoncé un extrait inexact du procès-verbal de la veille, qui faisoit mention d'une lettre & d'une délibération du clergé du diocèse d'Acqs, par laquelle ces ecclésiastiques protestoient contre les arrêtés du 11 août, comme attentatoires à la propriété & à la liberté ; on sent bien que le clergé d'Acqs vouloit parler de l'abolition des dîmes, qu'il regarde sans doute comme une propriété, quoiqu'il ne fût qu'un impôt.

Cette délibération, dont la lecture n'avoit pas été entendue la veille, a excité une juste fermentation ; on a vu que l'extrait n'étoit qu'une simple erreur des commis du secrétariat, mais il a été décidé que l'on ne feroit aucune mention d'un pareil acte.

On a pris des moyens pour empêcher à l'avenir ces sortes d'erreurs,

Une des plus grandes causes des désordres publics est

sans doute l'ignorance du peuple ; les passions en profitent pour lui insinuer de fausses opinions ou des préjugés dangereux ; c'est sans doute ce qu'on n'a pas manqué de faire depuis que ses représentans travaillent à assurer son bonheur par l'empire des loix ; c'est pour prévenir ces insinuations funestes , que l'impératrice de Russie & le duc de Toscane ont publié des instructions pour préparer les peuples aux loix nouvelles qu'ils vouloient leur donner , & ces exemples récents ont inspiré sans doute à M. Target motion suivante :

« L'assemblée nationale exerce la plénitude du pouvoir législatif ; la liberté de la nation consiste à n'obéir qu'aux loix qui lui sont données par les citoyens qu'elle a choisis elle-même ; mais c'est sur-tout à cet empire qui vient de la persuasion , que l'assemblée doit aspirer ; des idées nouvelles ne sont pas toujours facilement saisies par un peuple accoutumé aux procédés d'un gouvernement absolu ; ou s'il vient à les détester autant qu'ils le méritent , il est à craindre que toujours il n'évite pas l'excès contraire. Quel est le préservatif de ces dangers qui bordent les deux côtés de la route que nous avons à parcourir ? L'instruction ; c'est la législation des esprits ; elle fait descendre sur le peuple la sagesse de ses représentans ; elle éclaire quand la loi commande ; elle plie les mœurs ; elle accommode les idées aux besoins de la révolution ; elle donne aux décrets qu'il faut observer , la puissance des pensées que l'esprit humain produit de lui-même & qu'il embrasse comme son propre ouvrage ; enfin dans le temps des intrigues , des fausses rumeurs , des séductions accumulées , des maximes pernicieuses , c'est l'instruction qui doit venir au secours de la vérité outragée , & ramener la paix ; elle renverse également les projets & des esclaves & des despotes. Le moment est donc venu où l'un de nos premiers devoirs est d'instruire.

Il ne faut point ici de hautes conceptions ni de principes métaphysiques. Nous avons besoin du ton simple & familier de la vérité qui persuade en se montrant , & qui

se rend visible à tous les yeux. Les représentans de la nation n'ont point de plus beau ministère à remplir, puisqu'il est le plus utile. L'assemblée nationale ni perd rien en respect, elle y gagne beaucoup en amour.

Voici la motion de M. Target.

L'assemblée nationale arrête que le comité de rédaction fera choix de cinq de ses membres, lesquels seront chargés de rédiger, sur chacun des décrets importants de l'assemblée, de soumettre à son jugement, de faire ensuite imprimer, à un très-grand nombre d'exemplaires, publier & distribuer dans tout le royaume, des instructions simples, précises & familières, dans lesquelles les principes seront mis à la portée de tous, & la sagesse des décrets rendue sensible. L'assemblée arrête également que les mêmes commissaires prépareront un plan d'éducation nationale & d'instruction publique, & qu'ils en communiqueront avec les membres du comité de constitution, pour porter ensemble ce travail au degré de perfection dont il est susceptible. »

M. Chapellier trouvoit dangereux de faire une sorte de commentaire aux loix nationales; il improuvoit sous ce rapport le projet de l'instruction aux peuples; mais il adoptoit la partie de la motion relative à l'éducation publique.

M. Garat adoptoit entièrement la motion.

Il est en effet de l'intérêt de la nation d'instruire le peuple sur la nouvelle législation contre laquelle le ministère semble avoir élevé une sorte de puissance morale, en faisant imprimer, avec les décrets, les observations faites contre leurs dispositions; aussi M. Treilhard pensoit que l'instruction au peuple étoit un préservatif contre la publication de ces réponses ministérielles.

M. Mongin de Roquefort a demandé la division de la motion que M. de Montlaugier trouvoit aussi inutile que dangereuse.

Mais ne seroit-il pas à désirer que tout ce qui a trait à la constitution nationale, fût continuellement sous les yeux

dés citoyens , & que des inscriptions multipliées leur en retraçaient sans cesse l'esprit , dans les tribunaux , dans les temples , dans les places publiques , comme jadis la *loi des douze tables* fut exposée aux regards publics , pendant que la poésie & l'éducation les gravoient dans la mémoire de la jeunesse romaine.

On est allé aux voix sur la *question préalable* , espèce de routine délibérative rarement favorable au bien public.

L'assemblée a déclaré qu'il n'y avoit lieu à délibérer *quant à présent*.

Ces derniers mots font espérer que le pouvoir instructif ne sera pas toujours regardé comme indifférent ou inutile à la nouvelle constitution de l'état. Si les loix de l'éducation préparent à être citoyen , & peuvent seules transmettre l'esprit de la constitution aux générations futures , on doit espérer que le comité d'éducation nationale sera formé bientôt , & que les nouvelles loix fondamentales , réduites en axiomes courts & simples , formeront pour les peuples un cours élémentaire de morale civile à la portée de tous les citoyens.

A V I S.

N. B. MM. les Soucripteurs , dont l'abonnement a fini au cent-vingtième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , n°. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 f. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.